

# Vallourec

## Sauver la production d'acier et de tube

**Rassemblement**  
mardi 9 juin à  
10h Place  
d'Armes  
à Valenciennes  
à l'appel des  
organisations  
syndicales

La menace de supprimer 750 emplois à VALLOUREC St-Saulve et à Aulnoye-Aymeries est inacceptable ! L'avenir de cette filière est important pour notre pays.

Vendre l'aciérie, c'est affaiblir l'usine de St-Saulve car ça ne règle ni le problème de surcapacité de production évoqué par la direction ni les débouchés pour le groupe. Les promesses de reprise de l'aciérie ne sont là que pour endormir les salariés concernant leur avenir et l'avenir de l'entreprise.

**Pour préserver l'avenir de Vallourec il faut garder l'aciérie dans le même groupe.** Tout comme on a besoin de ses deux jambes pour marcher Vallourec a besoin de l'aciérie et de la tuberie pour préserver son avenir.

Le groupe a reçu beaucoup d'aides publiques grâce à nos impôts (17,5 millions d'euros au titre du CICE, subventions des collectivités, Crédit Impôt Recherche, exonérations de charges...). Nous ne pouvons accepter que notre argent serve au démantèlement de notre industrie et à la mise au chômage des salariés.

**Quand on veut tuer son chien,  
on dit qu'il a la rage !**

Tout est fait pour démontrer que Vallourec est en difficulté, or, le groupe a fait le choix de réduire son carnet de commandes.

Ainsi la direction du groupe se prive volontairement de répondre à des commandes ou à diversifier ses productions. Elle se fait même livrer de l'acier d'Allemagne au lieu d'utiliser l'acier produit à Saint-Saulve.

**Il est possible, en s'y mettant tous ensemble, de faire reculer la décision du groupe.**

Montrons notre détermination. C'est une question de justice et de dignité pour notre territoire, pour les familles et pour l'avenir de nos enfants. C'est aussi un enjeu économique majeur pour l'avenir de l'industrie métallurgique dans notre pays.



## Alain Bocquet a saisi le gouvernement

«Monsieur le Ministre,

Le couperet vient de tomber. Vallourec supprime 2 000 emplois dont la moitié en France (10% de l'effectif) ; 750 dans ses deux usines du Nord après les 200 de février. Avec les indirects, ce sont plus de 3 000 postes menacés dans notre pays. La « courbe du chômage » va encore être tirée vers le haut.

### Il faut dire STOP à ce massacre !

Le surchômage frappe déjà lourdement ces territoires, tel le Valenciennois qui refuse de revivre les décennies noires de liquidation de la sidérurgie.

Allez-vous refuser ce plan cynique du PDG Philippe Crouzet, qui prend prétexte de «surcapacités de production» pour justifier des aventures apatrides à la rentabilité court termiste : implantations coûteuses au Brésil, aux Etats-Unis, au Moyen-Orient accentuant ces « surcapacités » qui reviennent comme un boomerang !

Sauf à vouloir faire la preuve d'une impuissance d'Etat supplémentaire, votre rôle ne peut être d'accompagner ce plan de liquidation d'outils industriels performants, qui va jeter des salariés à la rue et dans le désespoir.

Emparez-vous plutôt des conclusions unanimes de la Commission parlementaire de juillet 2013 intitulée : «Sidérurgie et métallurgie : un combat pour la souveraineté économique».

Vous dénonciez dans une tribune récente la spéculation qui conduit au suicide industriel. C'est le moment de montrer ce dont vous êtes capable avec Vallourec.»

**VALLOUREC doit continuer de vivre**, se moderniser et donc préserver ses emplois et ses savoir-faire, reconnus dans le monde entier et dont nous sommes si fiers. C'est aussi important pour être au rendez-vous de la reprise économique annoncée depuis plusieurs mois.

### Ne cédon pas au défaitisme, soyons combattifs !

Travaillons à un plan B dont l'objectif est à la fois de préserver l'aciérie au sein du groupe et d'assurer un avenir à cette entreprise.

Vallourec, avec l'aide de l'Etat doit pouvoir trouver de nouveaux débouchés et de diversifier son offre.

De grands groupes comme Total ou Alstom pourraient s'engager dès à présent à travailler avec Vallourec au lieu de faire appel au marché chinois ou latino-américain.

Nous faisons appel à la solidarité et à l'unité des grandes entreprises françaises pour préserver ce fleuron industriel. Cette même unité du monde du travail et des responsables politiques est aussi indispensable autour d'une exigence : le maintien des emplois, des savoir-faire, et la sauvegarde d'une industrie déterminante pour notre pays et notre région !

**Tous ensemble, unis,  
retrouvons nous mardi 9 juin  
à 10h00 Place d'Armes  
à Valenciennes, à l'appel des  
organisations syndicales.**

